

Seau percé

par Nanak Kakwani et Hyun H. Son, Centre international pour l'action en faveur des pauvres

Imaginons une situation dans laquelle nous aurions besoin de transporter de l'eau d'un point à un autre dans un seau percé. Une partie de l'eau fuirait inévitablement. Si toute l'eau fuyait, il est évident que nous cesserions tout effort pour la transporter. En fait, notre décision de transporter l'eau ou non dépendrait de l'importance de la fuite et de celle de notre besoin d'eau au point de destination. Par exemple, si amener un peu d'eau à l'autre extrémité pouvait nous permettre de sauver une vie, nous serions peut-être prêts à accepter de perdre, disons, 99 pour cent de l'eau. Il s'agit certes là d'un cas extrême, mais lorsqu'elles transfèrent des aides financières aux nécessiteux, les sociétés décident tacitement de la quantité de fuite qu'elles sont prêtes à tolérer.

Imaginons maintenant une société hypothétique composée de deux individus : l'un pauvre et l'autre riche, disposant respectivement de revenus de 50 et de 500 dollars. Pour évaluer le bien-être dans cette société, nous pourrions songer à une fonction par laquelle le bien-être total augmente à chaque fois que les revenus de ces deux personnes augmentent et à chaque fois que l'augmentation du revenu de l'une d'elle n'entraîne pas une réduction du revenu de l'autre. C'est le fameux critère d'optimalité parétienne. On pourrait également ajouter une seconde propriété à cette fonction, de manière à ce que tout transfert de revenu du riche au pauvre entraîne également un accroissement du bien-être social. C'est ce qu'on appelle le principe de transfert de Pigou-Dalton. L'idée fondamentale qui sous-tend ce principe est que le gain d'un dollar pour le pauvre a plus de valeur que la perte d'un dollar pour le riche. Tous ensemble, ces critères impliquent que toute redistribution du revenu du riche au pauvre augmente le bien-être social à condition que le revenu total disponible pour la société ne diminue pas.

Conformément au principe énoncé ci-dessus, toute politique de redistribution qui réduit les inégalités sans diminuer le revenu moyen de la société concernée devrait être considérée comme une bonne politique. Alors, si la redistribution du revenu des riches aux pauvres améliore le bien-être, pourquoi les gouvernements ne redistribuent-ils pas toujours les revenus des riches aux pauvres pour réduire ainsi inégalités et pauvreté ? Bien entendu, de nombreuses raisons de politique économique expliquent cette situation. Mais la fonction qui exprime le bien-être comporte également un piège qu'il est utile d'évoquer explicitement : l'argent doit être transporté des riches aux pauvres dans un seau percé (Okun, 1975). En d'autres termes, il n'existe pas de transfert d'argent des riches aux pauvres dépourvu de coût : une partie des fonds disparaîtra inévitablement en cours d'acheminement, de sorte que les pauvres ne recevront pas la totalité de l'argent pris aux riches. Fondamentalement, la fuite représente l'inefficacité. La question est donc de savoir quel degré d'inefficacité une société est ou devrait être prête à tolérer, et la réponse à cette question dépend de l'importance qu'accorde cette société à la réduction des inégalités.

Les politiques de lutte contre les inégalités qui recommandent de procéder à des transferts de revenus s'inscrivent généralement dans l'une des deux fonctions du bien-être social ou mesures des inégalités de revenus les plus largement répandues. L'indice de Gini est la mesure des inégalités la plus communément utilisée. La fonction du bien-être social dérivée de l'indice de Gini est définie comme un revenu moyen multiplié par un, moins l'indice de Gini. L'autre fonction du bien-être social la plus couramment utilisée est celle d'Atkinson, dont la conception permet d'exprimer divers degrés d'aversion aux inégalités par le paramètre ϵ . Plus ϵ est grand et plus l'aversion aux inégalités, et par conséquent la tolérance par rapport aux fuites, est forte.

Pour illustrer la manière dont ces deux types de fonctions du bien-être social interagissent avec les fuites et les inégalités, prenons pour exemple un cas dans lequel ϵ serait égal à 1 et supposons un transfert de 25 USD (soit 5 pour cent du revenu du riche) du riche au pauvre. Si la société peut être mieux décrite par une fonction du bien-être social de Gini, les transferts cesseront lorsque la fuite dépassera 50 pour cent. À ce stade en effet, le

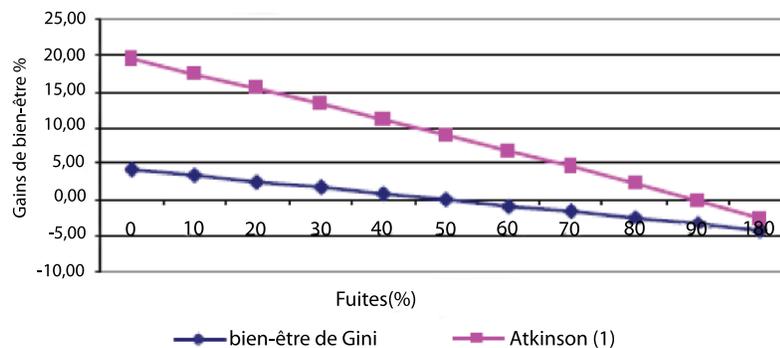
pourcentage d'évolution du bien-être social devient négatif et le bien-être total diminue. Si au contraire c'est la fonction du bien-être d'Atkinson qui décrit le mieux la société, le gaspillage pourra augmenter jusqu'à 90 pour cent avant que le transfert soit considéré comme indésirable. Ainsi, une société dont le comportement correspond à la fonction du bien-être d'Atkinson ayant une aversion modérée pour les inégalités ($\epsilon = 1$) est bien plus soucieuse des inégalités qu'une société dont le comportement correspond à la fonction du bien-être de Gini.

Les fuites, dans l'acception plus générale du terme adoptée ici, peuvent se produire en raison de plusieurs facteurs, notamment du fait du coût administratif, de la corruption, de l'effort de travail réduit ou inapproprié, d'erreurs de décision en matière d'épargne et d'investissement, de l'éventuelle évolution des attitudes socioéconomiques et d'erreurs de ciblage. Tout cela devrait être, et est en général, attentivement soupesé dans le cadre de l'analyse de l'efficacité des politiques de redistribution. Mais la leçon du présent article est que le choix de l'indicateur d'inégalité lui-même, et par conséquent d'une fonction du bien-être social, n'est pas une question sans conséquences. Contrairement aux pratiques habituelles, le choix des indicateurs et du cadre analytique doit être mûrement réfléchi. Les préoccupations des sociétés en ce qui concerne les inégalités et la pauvreté devraient être traitées de manière appropriée et reflétées dans l'évaluation des politiques.

Référence bibliographique :

Okun, Arthur, M (1975), *Equality and Efficiency: The Big Tradeoff*, the Brookings Institution, et Washington.

Impact des fuites sur le bien-être



Le **Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est reliée directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:

www.undp-povertycentre.org